

salaires égaux entre hommes et femmes, mais avec les attendus habituels expliquant que cela réduira la tendance des patrons à embaucher des femmes. Et lorsque quelques vingt ans plus tard, au moment de la création de l'AFL (Fédération américaine du travail), centrale nationale et internationale des syndicats, ces mêmes travailleuses — ou leurs sœurs ou leurs filles — demandent à en faire partie, la réponse est plus réticente. Il s'agit d'une union assez lâche d'organisations prétendant défendre avant tout les travailleurs qualifiés. Et comme on le sait, les ouvrières sont confinées dans des secteurs où l'absence de qualification n'a d'égale que la faiblesse des salaires. Elles demandent donc à payer des cotisations moins fortes que celles de leurs collègues masculins. Cette revendication est si mal reçue dans les sections locales qu'on fait tout pour les décourager d'adhérer. Les travailleuses de la chaussure de Pontiac, en Illinois, devant un tel refus, font appel aux instances centrales de l'AFL, lesquelles leur donnent raison. A quoi le secrétariat local de la fédération répondra : *« Ces femmes veulent évidemment adhérer pour bénéficier de notre capacité à négocier et nous pouvons très bien nous passer de tels membres. »* Les ouvrières font alors appel à la centrale pour obtenir l'autorisation de s'organiser directement comme section locale. Mais le syndicat national des travailleurs de la chaussure protesta avec tant de véhémence que l'AFL refusa. Que leur restait-il à faire ? Elles renoncèrent tout simplement à se syndiquer. Il faut dire qu'entre la première période évoquée et la seconde, l'Amérique avait connu de 1873 à 1877 l'une de ses plus graves crises économiques en dehors de celle de 1929. Après en être sortie grâce à un processus accéléré de concentration industrielle, elle était devenue l'une des premières nations sur le plan économique. Les secteurs « typiquement féminins » (textile, chaussures) qui représentaient l'essentiel du développement économique des années 1860 avaient donc largement perdu de leur importance aux yeux de la bourgeoisie... et à ceux des travailleurs (54). Pour des raisons corporatistes, certes, mais parce qu'il s'y mêlait aussi une appréciation subjective considérant qu'il était « normal » que les femmes gagnent si peu puisqu'elles ne formaient qu'une force de travail d'appoint dont la place « naturelle » n'était pas à l'usine. On ne pouvait donc pas compter sur elles dans le syndicat, vu la fluctuation bien connue de la main-d'œuvre féminine. Les unions n'avaient par conséquent pas à s'en soucier. Pourtant, en même temps que leurs salaires diminuaient et que leurs conditions de vie empiraient, le nombre des femmes actives avait augmenté (55). C'est ce qui amena certaines d'entre elles à

(54) B. Wertheimer, *op. cit.* chap. 9 à 11, p. 151-208.

(55) Le nombre des femmes et des enfants actifs avait augmenté de 38 % de 1870 à 1880, et de 51 % durant les dix années suivantes.

créer la Ligue syndicale nationale des femmes dont il est question plus haut.

Le deuxième exemple, c'est celui de la France, pays à propos duquel nous avons déjà souligné combien les femmes avaient eu du mal à y faire reconnaître leur droit au travail. La progression du nombre de femmes dans les syndicats ouvriers est à la mesure de l'attitude chauvine du prolétariat masculin. Le taux de syndicalisation général est de toute façon très faible : il passe de 2,9 % en 1900 à 4,9 % en 1911. Mais il est encore beaucoup plus faible chez les femmes. Alors que celles-ci représentent 36 % de la main-d'œuvre active en 1911, elles ne forment que le 9,8 % des syndiqués. Il est d'ailleurs impossible de savoir précisément comment elles se répartissent dans les divers syndicats tant les renseignements sur le prolétariat féminin sont maigres dans les statistiques existantes. On relève cependant que sur près de trois cents syndicats où se trouvent des femmes le dixième environ est composé exclusivement de travailleuses (dont le tabac, l'habillement, le textile, etc.). Là où la division du travail est particulièrement accrue (les quelques hommes qui travaillent dans ces secteurs ont en général des emplois qualifiés), la tendance est donc à une organisation séparée préservant les intérêts corporatistes des mieux rémunérés. L'histoire montre aussi que la participation des femmes aux grèves est relativement plus faible que celle des hommes dans la mesure où elles sont frappées beaucoup plus sévèrement par la répression étant une main-d'œuvre moins qualifiée et plus facilement remplaçable (il n'est pas rare de voir la totalité des travailleuses d'une entreprise renvoyée à la suite d'une grève). De plus, le travail dans les prisons et les couvents, de même que le travail à domicile permettent aux patrons de tenir plus facilement en échec les grèves de femmes. Que font les syndicats par rapport à cela ? Non seulement, ils n'interviennent pas, mais ils se taisent lorsque les hommes continuent le travail durant une grève des femmes. Ils ne protestent même pas lorsque — comme c'est le cas, à plusieurs reprises dans des secteurs comme le livre, les métaux, le cuir — les hommes font grève pour le renvoi des femmes. En revanche, la presse syndicale se plaît à souligner que dans certains conflits, les femmes ne sont pas solidaires... Si les exemples de solidarité entre hommes et femmes existent néanmoins, ils semblent former l'exception. Comment s'étonner alors que les femmes ne soient pas plus empressées à se syndiquer ? Comment s'étonner du fait qu'elles entrent souvent au syndicat pendant une grève pour en ressortir ensuite, paraissant considérer celui-ci « *comme une institution qui doit pourvoir à tous les secours et procurer toutes les satisfactions, sans le moindre souci personnel et le moindre effort* (56) », comme le dit un

(56) M. Guilbert, *op. cit.* p. 243.

secrétaire syndical ? « *Combien de syndicats d'ouvriers n'ont été qu'un déjeuner de soleil !* », s'exclame un autre qui ne semble pas se demander pourquoi. De fait « *les influences proudhoniennes et positivistes dominantes alimentent les oppositions à la concurrence féminine et lui apportent des justifications* », dit Madeleine Guilbert.

« Il est important de remarquer que, dans les textes cités, quelle que soit la tendance des auteurs, la participation des femmes aux actions ouvrières apparaît toujours comme un fait revêtant un caractère exceptionnel. Le ton avec lequel on salue leur présence dans les congrès, la manière dont on signale leur participation ou leurs comportements dans les grèves sont certes marqués par le style syndical de l'époque, ils n'en révèlent pas moins qu'il s'agit là de faits étrangers à la conception couramment répandue, jusque dans les milieux ouvriers, du rôle de la femme dans la société et que, pour les militants eux-mêmes, ce sont des faits d'un caractère exceptionnel (57). »

Dans le syndicat le plus conservateur dont nous avons déjà parlé — celui du Livre — l'affaire Couriau qui éclate en 1913 montre à quel point ses membres étaient imbus de leur supériorité. Malgré la résolution passée au Congrès du Livre en 1910 acceptant enfin le principe de l'admission des femmes dans le syndicat — avec un certain nombre de restrictions, il est vrai — la demande d'adhésion présentée par Emma Couriau à la section de Lyon est refusée et son mari rayé du syndicat ! Cette affaire va faire couler beaucoup d'encre dans la presse syndicale et les articles sont pour la plupart de la plus belle veine réactionnaire. L'un des auteurs n'écrit-il pas :

« Pour moi, l'idéal serait que la femme ne travaillât pas, que l'homme pût suffire aux besoins de la maisonnée. Mais je ne vois qu'un moyen d'atteindre ce but : l'éducation. Il faudrait arriver à faire pénétrer dans l'esprit des hommes la notion d'équivalence de la fonction ménagère par rapport aux autres fonctions. »

Et Rosmer de conclure cette série d'échanges parus dans *la Bataille syndicaliste* (journal officieux de la CGT dont les principaux animateurs étaient des syndicalistes-révolutionnaires) :

« Il est étonnant de trouver tant de défenseurs de la famille parmi des militants ouvriers. Sans doute, pour quelques-uns, c'est un moyen

(57) M. Guilbert, *op. cit.* p. 435.

hypocrite de se débarasser de l'ouvrière. Mais la plupart sont sincères. Quand Paul Bourget ne trouvera plus de disciples chez les bourgeois, il pourra venir en chercher dans les syndicats (58). »

Cela fera néanmoins évoluer les débats puisque, dans une série de prises de positions publiées par la suite, on trouve moins d'adversaires déclarés du travail des femmes. Aucun article ne va pourtant jusqu'à mettre en cause la division sociale du travail ni la division des tâches dans la famille. « *La femme n'est-elle pas trop occupée par les besognes journalières pour s'intéresser à la vie syndicale ?* », se demande un syndicaliste. Mais il n'en tire pas de conclusion.

La CGT, elle, en conclut que ce qu'il faut aux femmes travailleuses, c'est la semaine anglaise, lorsqu'elle entreprend une grande campagne pour la réduction du temps de travail en 1911. « *On est frappé de l'insistance avec laquelle la presse souligne les incidences qu'une telle conquête aurait sur la condition de la femme* », dit Guilbert.

Une affiche de la CGT divisée en trois parties illustre le progrès qui, selon elle, s'ensuivrait pour l'ouvrière. A gauche, une image montre une femme devant un atelier de tissage avec le commentaire : « *Que de tableaux charmants, que de ravissantes perspectives de vie heureuse nous présage l'acquisition de la semaine anglaise !* » Au centre, on voit une femme qui balaie avec en-dessous le commentaire :

« La voilà, l'œuvre immédiate à entreprendre ! La voilà l'action persévérante qui s'offre à nous ! Hardi ! les travailleurs de toutes corporations pour la conquête de la semaine anglaise ! Elle nous donnera un jour entier... (et le texte continue sous l'image de droite représentant une femme assise dans un pré face à son enfant qui tient un bouquet de fleurs) ... de repos hebdomadaire ; elle nous incitera à vouloir abréger le nombre journalier de nos heures de travail ; elle nous donnera le temps de mieux vivre. Pour nos familles et pour nous-mêmes, conquérons donc la semaine anglaise ! »

Il n'est pas besoin de commentaires...

Quelques militantes interviennent certes, de temps à autre, dans la presse pour exprimer un point de vue différent, mais elles sont loin de faire le poids face au nombre de considérations passéistes émaillant les autres articles dont beaucoup sont rédigés par des syndicalistes-révolutionnaires. Le découragement est donc grand, au point qu'Emma Couriau conclut la discussion à propos de son cas par ces mots :

(58) *Op. cit.* A ce propos, voir aussi *Ce n'est pas d'aujourd'hui*, de Madeleine Colin, Editions sociales 1975, p. 42.

« *Que faire ? Formons notre syndicat nous-mêmes, donnons-lui l'ardeur combative et éducative qui semble de plus en plus devenir l'apanage des femmes. Lorsque nous serons fortes et que nous aurons montré ce que nous sommes capables de faire, il faudra bien que la Fédération du Livre nous accepte* (59). »

Avec des positions comme celles qui viennent d'être évoquées, il est normal que la progression de l'entrée des femmes dans les syndicats ait été aussi lente dans la plupart des pays (60). Il est normal aussi, que les syndicats n'aient pas été capables d'enrayer l'influence des associations féministes bourgeoises auprès des travailleuses. Ceci d'autant plus que la division des tâches entre mouvement féministe et organisations syndicales était souvent théorisée par les militantes les plus combatives. C'est Marie Guillot dans *la Voix du peuple* (organe de la CGT) qui écrit en 1914 :

« *Je l'ai dit et je le répète : les groupements féministes ont leur raison d'être, leur utilité sociale, ils ont une lutte à mener pour la conquête des droits civils, sociaux et politiques des femmes. Mais autant il est maladroit et malséant aux hommes syndiqués de travailler avec ces groupements pour la réalisation de leurs tâches, autant il est maladroit et malséant à ces groupements de venir s'immiscer dans une lutte qui n'est pas de leur ressort mais de celui de la CGT, surtout après la création d'un organisme de propagande et d'organisation ouvrière féminine.* »

Cette vision gradualiste des choses rejoint très exactement les positions réformistes en d'autres domaines : la conviction de l'aile droite de la social-démocratie qu'il fallait, d'une part, un programme minimum concernant les réformes qu'il est possible d'obtenir et, d'autre part, un pro-

(59) M. Guilbert, *op. cit.* p. 426. On est loin de la position de Zetkin qui déclarait dans *Die Gleichheit*, en 1893 : « *L'organisation des femmes ne fera de progrès réels que lorsqu'elle ne sera plus revendiquée par une minorité et que chaque membre du syndicat sera convaincu de la nécessité de faire de chacune de ces travailleuses un membre du syndicat. (...) Les travailleurs doivent cesser de voir dans la travailleuse d'abord une femme à contempler.* » Cité dans *Arbeiterbewegung und Frauenemanzipation*, 1889 bis 1933, Marxistische Blätter, 1973.

(60) A l'exception de l'Allemagne cependant, où le nombre de femmes adhérant aux syndicats passe de 15 000 en 1896 à près de 200 000 en 1910 ; cette augmentation extraordinaire étant due à la croissance du pourcentage de femmes actives, à l'expiration des lois répressives interdisant aux femmes de se syndiquer et à l'agitation effectuée par la social-démocratie.

gramme maximum, dont on pouvait parler, qu'on pouvait publier mais qui n'avait pas d'implication immédiate dans l'intervention. C'est le principe de la « révolution par étapes » qui est illustrée ici par les propos de Marie Guillot. On voit qu'il imprègne non seulement les idées de tous ceux qui préfèrent remettre au lendemain une lutte pour l'émancipation des femmes risquant de les perturber dans leur train-train quotidien, mais celles aussi de nombre de militantes sur qui les discours relatifs à la division entre « politique » et « syndical » ont eu prise. Seule la rupture des révolutionnaires d'avec la social-démocratie droitière pouvait remettre en cause la politique collaborationniste dominante dans les partis de la II^e Internationale en même temps qu'elle les amenait à poser en d'autres termes la lutte à mener, non pour l'émancipation seulement, mais pour la libération des femmes.

A l'origine de la Révolution russe...

On sait le rôle qu'ont joué les ouvrières du textile de Petrograd dans le déclenchement de la révolution de février. A l'occasion de la Journée internationale des femmes, et contre l'avis des directions mencheviques et bolcheviques, quelques centaines d'entre elles se réunirent en assemblée générale, le 23 février au matin, décidèrent d'appeler à une grève d'une journée et elles élirent des déléguées afin de populariser leur action dans les autres entreprises. « *Une révolution amorcée par le bas* », dira Trotsky. « *Surmontant les résistances de ses propres organisations révolutionnaires, la partie la plus opprimée du prolétariat — les ouvrières du textile parmi lesquelles sans aucun doute beaucoup de femmes de soldat — prit l'initiative de son propre chef.* » Sur le moment cependant, le bolchevik Kayurov, qui avait été envoyé la veille auprès des femmes pour leur intimer l'ordre de respecter la discipline du parti, ne cacha pas sa fureur :

« J'étais absolument indigné par le comportement des grévistes. A la fois parce qu'elles avaient délibérément ignoré la décision du comité de district du parti et aussi parce qu'elles étaient entrées en grève après que je leur avais demandé, le soir précédent, de garder leur calme et de maintenir l'ordre. Il ne semblait y avoir aucune raison justifiant leur action, si ce n'est les queues toujours plus longues pour le pain qui avaient déclenché la grève (61). »

Ce « *si ce n'est...* » est magnifique de naïveté. Toujours est-il que le

(61) V. Kayurov *Proletarskaia Revoliutsia*, n° 1, 1923, cité par G. Katkov : *Russia 1917 : the February Revolution*, Oxford 1967.

mécontentement croissant des femmes russes face à la montée des prix, face à l'impossibilité de nourrir une famille dont elles étaient devenues les principales responsables en l'absence des hommes partis au front, ne fut pas un mince argument pour décider les bolcheviks à entreprendre un travail d'agitation en leur direction. « *Tant que les femmes ne prendront pas part de manière autonome, non seulement à la vie politique en général, mais aussi aux tâches sociales quotidiennes et universelles, ce n'est pas la peine de faire allusion à une démocratie pleine et stabilisée, sans parler du socialisme* », affirmera Lénine à son retour en Russie. Dès le lendemain de la Révolution d'Octobre, une série de mesures seront prises par les bolcheviks, décrétant l'égalité des femmes sur le plan légal et jetant les bases de la lutte pour leur émancipation et pour leur libération. Non seulement les femmes mariées n'étaient plus tenues de suivre leur mari et devenaient indépendantes, mais elles avaient le droit de choisir librement leur profession, d'obtenir un salaire égal pour un travail identique et l'accès aux emplois dans les services de l'Etat leur était assuré. Les licenciements innombrables de femmes enceintes étaient désormais interdits. L'avortement devenait libre et gratuit et l'éducation mixte assurée. La loi prévoyait aussi des cantines d'entreprise ouvertes à tous pour décharger les femmes de leurs tâches domestiques. La procédure de divorce fut simplifiée, mettant la femme et l'homme sur un pied d'égalité.

« *Le gouvernement soviétique n'a pas laissé en place une seule des lois qui maintenaient la femme dans un état de sujétion abjecte* », dira Lénine s'adressant à des ouvriers deux ans plus tard.

« *Certainement des lois en soi ne suffisent pas et nous ne saurions nous satisfaire de l'existence de décrets. Mais du point de vue légal, nous avons fait tout ce qui était nécessaire pour que la femme soit l'égale de l'homme et nous avons le droit d'en être fiers* » (62).

Face à la tendance à renvoyer les ouvrières dans leurs foyers lors du retour des soldats de l'armée, un décret stipula même qu'à qualification égale, la préférence devait être donnée aux femmes seules ayant des enfants en bas âge.

Si les travailleuses avaient joué un rôle moteur dans les luttes au départ de la révolution, on s'aperçut vite néanmoins combien leur participation dans les soviets et dans les organes du nouvel Etat ouvrier restait limitée. Tenant compte de ces difficultés, le comité central bolchevik convoqua, en novembre 1918, la première Conférence pan-russe des femmes ouvrières et paysannes. Celle-ci adressa un appel au parti « *afin qu'il*

(62) Cité par Jessica Smith dans *Women in soviet Russia*, New York 1928.

organise, en s'appuyant sur les militantes les plus actives, des groupes spéciaux de propagande et d'agitation parmi les femmes afin de mettre en pratique l'idée du communisme ». La réponse des bolcheviks fut de créer une commission du comité central qui, l'année suivante, devait devenir le département des femmes travailleuses et paysannes (Genotdel), sous la responsabilité d'Inessa Armand. Son but essentiel n'était pas tant de recruter au parti que d'instruire les femmes non-membres du parti sur leurs droits et de gagner leur collaboration à la construction de l'Etat soviétique. Par rapport aux résistances dont les bolcheviks avaient fait preuve avant la guerre devant toute idée d'organisation séparée des femmes, cette décision représentait un pas en avant. La plupart des textes et déclarations mettent cependant l'accent sur le caractère transitoire de cet organe. Samoïlova, qui avait été l'une des plus hostiles, en 1917 encore, à la création de structures d'intervention autonomes parmi les femmes, reconnut par la suite que cela ne conduisait pas à une division au sein de la classe ouvrière, bien au contraire. Certes, on aurait pu discuter des problèmes abordés dans les réunions des Genotdel dans des conférences « mixtes », dit-elle. Le problème, c'est que les femmes n'étaient pas nombreuses dans ces conférences-là... Cependant, elle décrit les organes du Genotdel comme des groupes d'agitation spéciaux rattachés aux comités régionaux du parti, justifiés par la « *menace potentielle que représentait l'arriération politique des femmes dans une situation de guerre civile* ». Il ne s'agissait pas, insiste-t-elle, « *d'organisations purement féminines, ce n'étaient que des groupes techniques, travaillant sous le contrôle des organisations de notre parti, dans le même sens où des sections militaires dirigées par le parti interviennent parmi les soldats de l'Armée rouge* (63) ».

Si le parti lui-même alla plus loin dans sa reconnaissance de ces structures comme des organes à long terme, en intégrant des représentantes des Genotdel dans tous les comités du parti, dans les diverses commissions gouvernementales et dans les syndicats, cela ne l'amena pourtant jamais à poser explicitement le problème d'une organisation autonome des femmes, comme le montre bien les déclarations de Kroupskaïa et de Zetkin citées en tête de cet article. Il n'y avait pas de « *question spécifiquement féminine* » et là-dessus, les bolcheviks n'en vinrent jamais jusqu'à mettre en question les traditions de la social-démocratie allemande. Il faut dire toutefois combien ces groupes du Genotdel contribuèrent à l'éducation politique de couches significatives de femmes en même temps qu'ils étaient un des éléments essentiels de la lutte contre l'analphabétisme. Kollontaï

(63) Konkordiia Samoïlova, cité dans un article d'Alix Holt sur « La politique de la Russie soviétique en matière sexuelle », à paraître prochainement.

met souvent l'accent sur le fait que les réunions de ces groupes permettaient aux femmes de reprendre confiance en elles-mêmes (64).

Il faut dire aussi que la tâche des bolcheviks n'était pas simple. Sans parler de la situation économique catastrophique au moment de la révolution et sans revenir sur des éléments que tout le monde connaît (manque de nourriture, de charbon pour faire fonctionner les entreprises, hôpitaux bondés, moyens de transports détruits, etc.), il faut rappeler que de plus cela se situait dans un pays où les traditions féodales avaient survécues dans bien des régions et où les lois permettant à la femme de devenir l'égal de l'homme faisaient figure de véritable révolution. Il s'agissait donc de combiner tâches démocratiques et tâches prolétariennes, de répondre à des besoins extrêmement hétérogènes. Un seul exemple en ce qui concerne la situation des femmes : dans les régions de l'Asie centrale colonisées par la Russie tsariste, où les coutumes islamiques avaient perduré, la règle dominante faisait de la femme l'esclave du mari. Cela variait bien sûr d'un coin à l'autre et d'une classe à l'autre, le statut des femmes pauvres étant moins rigide que celui des femmes riches, vu l'importance de la force de travail des paysannes ou des nomades, ce qui impliquait de leur laisser une certaine liberté. Mais l'institution universelle que représentait encore à cette époque le *kalym* (échange des fiancés) en dit assez long sur l'absence totale de relations émotionnelles dans le mariage. Le prix de la femme avait été négocié entre les deux familles et la cérémonie du mariage n'était au mieux qu'un moment où on enregistrait la transaction. Le mari pouvait résilier le contrat de mariage à n'importe quel moment et la polygamie comme les mariages d'enfants et les infanticides étaient chose commune.

Si la femme s'échappait, elle pouvait être poursuivie et punie comme criminelle par le clan de son mari. Chez les pauvres, le rapt remplaçait souvent le *kalym* ; une fois qu'elle avait été enlevée et violée, la femme n'avait pas d'autre choix que de rester là, vu qu'elle était déshonorée et qu'aucun autre homme ne voudrait d'elle. Même le veuvage ne lui apportait aucune liberté étant donné qu'elle restait la propriété de la famille de son mari. Le voile était obligatoire. Il faut comprendre que le *kalym* était une institution centrale dans l'organisation de la société, à la base d'un

(64) Cf. le témoignage d'une ouvrière des tabacs, cité par Jessica Smith, *op. cit.* p. 53 et repris par Sheila Rowbotham dans *Féminisme et Révolution* (p. 166) : « Je me souviens de la première réunion de femmes que j'avais convoquée ; j'encourageais ces femmes à élever devant nous leurs problèmes. L'une après l'autre, chacune se leva pour exposer ses malheurs. (...) Chacune se demandait pourquoi la malchance s'acharnait contre elle. Maintenant elles ont enfin pris l'habitude de parler de nos problèmes, de l'organisation de nos crèches, des soins à prodiguer à nos enfants, de l'amélioration de nos conditions de vie. C'est là un grand succès d'avoir amené toutes ces femmes à penser et à agir de manière collective. »

système compliqué de dettes, de devoirs et de serments de fidélité liés à l'existence d'armées privées.

Proclamer l'indépendance de la femme, cela revenait à ébranler tout le système social bien plus directement que toute annonce de décrets proclamant l'établissement de la République des soviets. Conscient du danger d'une évolution qui bouleverserait trop rapidement les mœurs ancestrales, Lénine avait proposé un plan tendant à remplacer progressivement et systématiquement les institutions locales par les organes de l'Etat soviétique, en faisant la preuve de la supériorité de ces derniers dans leur capacité à protéger les plus faibles et les plus pauvres. Mais ce n'est qu'à la fin de la guerre civile que les bolcheviks purent réellement commencer à intervenir efficacement dans ces régions. C'est à ce moment qu'ils commencèrent un travail parmi les femmes, organisant dans des tentes des cours d'alphabétisation et d'hygiène, des réunions où l'on expliquait aux femmes quels étaient leurs droits, etc. La réponse des sections locales du parti à ces mesures allait de la franche hostilité à l'incompréhension passive. Au Daghestan par exemple, la loi abolissant le *kalym* fut interprétée comme une instruction impliquant l'abaissement du prix des fiancées (65). Cela donne une idée des difficultés auxquelles étaient confrontées tant la direction du parti que les militantes du Genotdel chargées de la propagande et de l'éducation parmi les femmes de telles régions. On ne peut dès lors faire une analyse des positions adoptées par les bolcheviks sur la question de l'émancipation et de la libération des femmes sans rappeler toujours et encore la situation objective extrêmement arriérée à laquelle ils étaient confrontés (66). D'autant qu'il faut ajouter aux facteurs déjà évoqués les conséquences de la guerre civile. En 1920, Lénine s'impatientait face à la

(65) Cf. à ce propos l'article paru dans *Women and Revolution*, journal trimestriel de la Ligue spartaciste, n° 12, été 1976. Il faut ajouter que, lorsque par la suite, au cours de la « troisième période », le parti lança une campagne massive et sans nuances pour la suppression du port du voile, il obtint certes un très grand écho parmi les femmes qui rejoignirent les agitatrices du Genotdel dans des manifestations de rue à l'occasion du 8 mars 1927, arrachant leur voile et s'attaquant aux sanctuaires religieux, mais ce fut également le signal d'un massacre perpétré par les hommes qui s'estimaient déshonorés.

(66) Dans ce sens, aussi bien l'article d'Anne Bobroff, « The Bolshevik and Working Women, 1905-1920 », paru dans *Soviet Studies*, vol. XXVI, n° 4, p. 540-68, que celui de Sybille Plogstedt, « Frauen in der Russischen Revolution », paru dans *Frauen und Wissenschaft*, Courage Verlag, Berlin 1977, ne sont pas sans tomber dans une analyse très subjectiviste des carences de la direction bolchevique. C'est pourtant Plogstedt elle-même qui rappelle que le code des mœurs russe du XVI^e siècle était encore en vigueur dans les faits dans plus d'une famille au moment de la révolution. Celui-ci dit : « Si une femme refuse d'obéir et n'écoute pas ce que l'homme lui enseigne, il est recommandé, en fonction de la gravité de sa faute, de la corriger avec un fouet, mais pas en présence d'autrui ; mieux vaut faire cela entre quatre yeux. »...

lenteur des autorités locales dans la mise en application des directives concernant l'établissement de crèches et de cantines permettant de soulager les femmes dans leur travail. On comptait en effet sur la patience des femmes jusqu'à ce que le budget autorise de telles réalisations (67). Trotsky, de son côté, encourageait hommes et femmes à s'engager dans des expériences communautaires sans attendre que l'Etat puisse répondre aux besoins de l'ensemble de la population. Mais pour un Lénine, pour un Trotsky, pour une Kollontai, combien de dirigeants bolcheviks qui n'avaient pas compris l'importance d'un changement radical dans la situation des femmes pour la construction même de la société socialiste ? Dans son livre *Changer la vie, changer la ville*, Anatole Kopp montre bien que non seulement les difficultés financières étaient une condition objective faisant obstacle à un changement réel dans le mode de vie, interdisant l'organisation de véritables communes (comment faire quand on manque de bois, de charbon, qu'on n'a pas d'eau chaude, qu'on a faim, pour créer un nouveau type de relations individuelles et collectives ?), mais que ces conditions servaient à de nombreux dirigeants pour justifier leur conception réactionnaire de la famille. Sans parler des positions de Semachko qui fondaient ses appels à l'abstinence sexuelle sur des arguments économiques (l'existence de centaines de milliers d'enfants abandonnés ; la nécessité d'enrayer d'abord les épidémies, la famine ; l'impossibilité de construire des crèches supplémentaires, etc.), il faut rappeler que d'autres, comme Zalkind vont plus loin. « *Comment peut-on, d'un point de vue révolutionnaire conséquent, aborder la question sexuelle ?* », demande-t-il. « *Comme un moyen de production, la classe se reproduisant ainsi elle-même.* » ! Et d'ajouter : « *Quant aux soi-disant aspects révolutionnaires de la forme « légalisée » de la vie sexuelle, il faut sans hésitation affirmer que, dans les conditions de la période de transition — alors que l'Etat prolétarien n'est en mesure d'entretenir que 1 % de l'ensemble des enfants — la famille révolutionnaire (en tant que centre éducatif) non seulement ne dépérira pas mais qu'au contraire elle constituera un puissant apport à l'éducation que, par ailleurs, l'Etat donne aux enfants* (68). »

On est bien loin, ici, non seulement des théories de Kollontai mais de celles de Marx et d'Engels. Si des dirigeants affichaient ce type de position on peut imaginer ce qu'il en était de la masse des prolétaires. A ce propos, le texte sténographié des discussions organisées par Trotsky en 1923 avec un groupe d'agitateurs du parti sur les problèmes posés par le changement du mode de vie est extrêmement révélateur. Les interventions montrent

(67) Cf. Hilda Scott, *Women and Socialism*, éd. Allison and Busby 1976.

(68) A. Kopp, *op. cit.*, éd. 10-18 1975, p. 97-98.

(69) L. Trotsky, *les Questions du mode de vie*, éd. 10-18, 1976 p. 137.

qu'il s'agit d'une question ressentie comme très importante par la plupart des ouvriers communistes, mais elles soulignent en même temps combien il est difficile d'aborder ouvertement la chose, combien la presse est pauvre en articles sur ce thème et surtout combien les hommes continuent à considérer comme normal de militer pendant que leur femme reste à la maison et accomplit les tâches ménagères imposées par les restrictions économiques. Même parmi ces responsables, certains ont une vision totalement étapiste des mesures à adopter. « *Tant que nous serons dans une période de transition, tant que nous n'aurons ni crèches ni jardins d'enfants, tant que les femmes communistes devront faire la lessive, laver le plancher, car il leur est impossible d'éviter ces obligations domestiques, tant que les maris iront à des assemblées et liront le journal, les femmes n'évolueront pas. Mais quand tout sera bien organisé, les femmes n'auront plus à faire la lessive et pourront se rendre aux réunions* (69) » dit l'un d'eux qui ne semble pas imaginer un autre type de répartition des tâches possible... D'autres insistent sur les nombreux cas où le mari a obligé sa femme à quitter le parti pour s'occuper des enfants et du ménage.

« *Si on examine la vie des communistes, on s'aperçoit qu'en fait la femme reste à la maison, tandis que son mari, communiste, court les assemblées. Les femmes des communistes sont très peu intégrées à l'activité sociale* (70). » Certes, la question du *byt* (mode de vie) est très présente dans les préoccupations des écrivains, poètes, artistes regroupés au sein du LEF (Front gauche de l'art) et Trotsky, pour sa part, y attache une importance décisive dès le lendemain de la révolution, convaincu que « *c'est en même temps qu'il faut édifier et les bases économiques et les rapports sociaux inséparables du nouveau mode de production* (71) ». Mais il n'en reste pas moins que la « reconstruction du mode de vie » fut bloquée presque aussitôt après avoir été entreprise. L'introduction de la NEP ne pouvait, en effet, que renforcer le camp de ceux qui avaient adopté jusque là les positions les plus rétrogrades.

« *L'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière durant cette période en Union soviétique sera liée, en ce qui concerne la femme — mais pas seulement pour elle — à des formes bourgeoises de prospérité et de bien-être qui ne peuvent être assurées sans l'oppression de la femme dans le ménage* (72). »

(70) *Idem*, p. 135.

(71) *Idem*, introduction d'Anatole Kopp, p. 12.

(72) Sybille Plogstedt, *op. cit.* p. 308.

A cela s'ajoutait la difficulté à faire que des lois progressistes comme celles touchant au mariage et conçues à l'origine comme un moyen essentiel de libération des femmes, ne se retournent pas contre ces dernières. « *Même parmi les ouvriers responsables, nombreux sont ceux qui ont abandonné leur femme, la laissant parfois avec cinq enfants* », dit l'un des militants avec lesquels s'entretient Trotsky. Comment s'étonner dès lors que l'on vît souvent un paysan épouser au printemps une jeune fille solide et l'abandonner enceinte à l'automne lorsque les moissons étaient rentrées ? Et pourquoi se serait-il soucié du fait qu'elle attendait un enfant dès lors qu'elle pouvait avorter ? L'expérience montrait ainsi que les femmes n'étaient pas prêtes de devenir de véritables égales des hommes. Avec l'augmentation du chômage féminin entraînée par la NEP et l'accroissement du nombre de divorces, beaucoup de femmes qui avaient vécu jusque là comme travailleuses domestiques non rémunérées se retrouvèrent dans une situation plus que difficile. Dans ce sens, la nouvelle loi sur le mariage introduite en 1926 qui établissait la communauté de biens — qui représente bien sûr un retour en arrière puisqu'elle limite l'indépendance économique de la femme — doit être comprise aussi comme la reconnaissance de la valeur du travail domestique, en une période où les femmes n'avaient souvent pas d'autre moyen de subsistance (73).

On ne saurait donc être trop prudent dans le jugement porté sur les mesures prises par les bolcheviks durant cette période pour tenter d'arracher les femmes à leur situation de dépendance et de soumission. Cela ne saurait nous éviter pour autant un examen attentif des positions plus qu'ambiguës adoptées par la direction sur un certain nombre de points et des carences théoriques même chez ceux et celles qui faisaient preuve des attitudes les plus progressistes en la matière (74).

A propos de la sexualité...

Je n'insisterai pas ici sur la conception de la division des rôles au sein de la famille en ce qui concerne les tâches qui ne peuvent être prises en charge par l'Etat soviétique. Tant Lénine que Kolontaï, tout en mettant l'accent sur l'importance de la socialisation des tâches domestiques, semblent continuer à considérer comme normal que ce soient exclusivement les femmes qui s'occupent des enfants en bas âge. De même, il semble aller de soi que ce soient des femmes qu'on charge d'assumer les tâches so-

(73) Voir l'article d'Alain Brossat dans ce numéro.

(74) A ce propos, voir l'article sur le livre de Kollontaï dans ce même numéro.

ciales relevant de leurs activités traditionnelles (75) et l'on ne rencontre guère, dans la presse du parti ou dans les brochures d'agitation, d'appels aux hommes à prendre leur part de travaux dans le ménage aussi longtemps que crèches et cantines n'existent pas en nombre suffisant. Seuls Inessa Armand et Trotsky, semble-t-il, accordèrent une attention spécifique à ce problème. La première en insistant sur la nécessité, pour les hommes également, de contribuer au travail domestique dans un exposé sur « La libération des femmes de l'esclavage domestique » (effectué en 1918 dans le cadre de la première Conférence pan-russe des femmes travailleuses et paysannes russes) ; le second en mettant l'accent sur l'importance des expériences communautaires pour bouleverser les rapports traditionnels entre hommes et femmes dans la vie quotidienne. Mais les groupes de Genotdel, alors qu'ils appelaient les femmes à jouer un rôle nouveau dans la société, ne s'adressaient pas aux hommes pour que, de leur côté, ils reconsidèrent les tâches qui leur incombaient en cette période de transition où dominait la pénurie. On ne vit jamais le parti en tant que tel lancer une campagne mettant en question la division traditionnelle des sexes. Si les réunions de délégués étaient ouvertes aux femmes ménagères, les soviets, eux, étaient composés d'ouvriers(ères), de paysans et de soldats, excluant cependant les ménagères. Ces remarques ne tendent pas à minimiser l'importance décisive de la socialisation des tâches domestiques, pas plus que celle d'une éducation collective dès le plus jeune âge, ou de la transformation de la famille nucléaire grâce à l'existence de rapports sociaux nouveaux tels que les bolcheviks les préconisaient. De cette vision révolutionnaire de la vie quotidienne sous le socialisme, tous les textes de l'époque sont témoins. Tous mettent l'accent sur l'importance de la disparition du travail domestique comme sphère privée. Il nous importe cependant de relever les carences de leur analyse en ce qui concerne les mesures immédiates à prendre pour amorcer une remise en cause de la division des rôles dans une série de domaines relevant encore du privé.

Car le maintien de la division des tâches au sein de la famille est à l'origine de la faible participation des femmes dans les organisations ouvrières des pays capitalistes avancés, quand bien même le nombre de travailleuses est de plus en plus élevé. C'est du moins l'objet d'un débat qui nous semble déterminant.

On peut relever en particulier, à propos de la question de l'éducation, que si les bolcheviks ont mis des forces énormes dans l'alphabétisation des

(75) Avec une exception cependant chez Kollontai puisque, dans sa brochure *le Communisme et la Famille*, elle affirme que dans la société future les tâches domestiques seront assumées par des catégories spéciales de femmes et d'hommes (encore que les traductions ne soient pas toutes d'accord là-dessus). Mais ailleurs, c'est plutôt l'image traditionnelle qui prédomine.

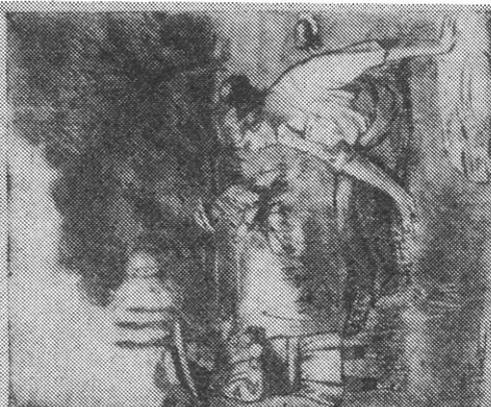
LA SEMAINE ANGLAISE



A L'ATELIER



LE SAMEDI APRES-MIDI



LE DIMANCHE EN FAMILLE

masses qu'ils ont entreprise dès 1917, s'ils ont compris le rôle qu'aurait l'élévation du niveau culturel pour les femmes notamment, très peu de choses sont dites en revanche sur la bataille à mener contre les divisions traditionnelles dans l'éducation entre garçons et filles. La mixité des écoles est certes un premier pas dans ce sens. Mais croire que cela suffira à faire disparaître toute inégalité, c'est compter sans la ténacité des vieux préjugés, c'est sous-estimer les efforts volontaristes qu'il faudrait faire en la matière. Or, les textes de l'époque sont absolument silencieux là-dessus (76). On retrouve là une des lacunes déjà évidentes dans le mouvement social-démocrate d'avant-guerre. Alors que les féministes bourgeoises mettaient tout l'accent sur la question de l'éducation, les socialistes, tout en reconnaissant l'importance de ce problème dans leurs résolutions, tendaient à donner la priorité à d'autres batailles (avec des différences selon les pays, les associations massives de femmes prolétariennes ayant *de facto* commencé un travail dans ce sens, de manière assez pragmatique il est vrai). Ces résistances tiennent d'une part à ce que les positions exprimées par les suffragettes avaient entraîné un refus justifié du mouvement ouvrier de soutenir des revendications qui privilégiaient les femmes des classes aisées (en Allemagne, par exemple, les organisations féminines bourgeoises admettaient dans leur programme que les femmes des couches les plus pauvres ne pourraient avoir accès à l'éducation réclamée que lorsque ce droit aurait été accordé et qu'il serait appliqué à celles des couches les plus fortunées). Mais, d'autre part, il semble qu'il existait aussi un sentiment diffus entérinant une sorte de répartition des tâches entre le mouvement des femmes socialistes et celui des femmes bourgeoises, laissant à ces dernières le soin de s'occuper de ces questions. Comme si c'était une solution pour que le problème soit posé en termes de classe !

Il faudrait pouvoir aborder ici les positions des anarchistes sur ce problème. Ne pouvant le faire, faute de temps et de place, contentons-nous de dire que la question de l'éducation fut non seulement un de leur cheval de bataille, en Espagne, mais qu'elle joua un rôle essentiel dans l'activité des femmes anarchistes dès la fin du XIX^e siècle et surtout durant la période de la Guerre civile de 1936 à 1939, contribuant à les amener à la conception d'un mouvement qui se voulait autonome par rapport aux organisations politiques. Mais, c'est là l'objet d'un autre article (la publication, par Mary Nash, des textes du mouvement *Mujeres libres* qui se développa durant cette période est précieuse pour comprendre les

(76) Cf. les textes publiés par Daniel Lindenberg dans *l'Internationale communiste et l'École de classe*, de même que ceux contenus dans le livre de Théo Dietrich, *la Pédagogie socialiste*, (éd. Maspero 72 et 73) ou les textes de Makarenko, notamment le *Poème pédagogique*, auxquels il est fait allusion par ailleurs dans l'article concernant le livre de Kollontai.

objectifs que s'étaient fixés les anarchistes en matière d'éducation).

Pour en revenir au problème de la division des rôles et de la perception qu'en avait le mouvement ouvrier dans son ensemble, soulignons qu'il aura fallu l'existence du mouvement autonome des femmes pour que cette question soit posée explicitement et que les directions ouvrières se sentent obligées de commencer à y répondre.

Cela nous ramène donc à la manière dont les révolutionnaires russes ont abordé le problème des relations sexuelles. On ne saurait comprendre la vision traditionaliste qui se dégage de la plupart des textes quant aux rapports entre mère et enfants (étant admis que c'est l'Etat qui devra se charger de l'essentiel de l'éducation de ces derniers) sans se rappeler qu'à l'époque, les contraceptifs sûrs étaient à peu près inconnus, que les couples ne connaissaient guère que la méthode du coït interrompu pour tenter de limiter le nombre des naissances et que, par conséquent, toute idée du contrôle des femmes sur leur propre corps serait apparue comme une abstraction. Or, il est démontré que c'est précisément cette capacité des femmes à décider du nombre d'enfants qu'elles désiraient et du moment où elles les ont qui est à l'origine non seulement d'une transformation dans la vie de celles qui disposent de contraceptifs, mais de toutes les interrogations sur leur rôle traditionnel dans la famille et dans la société. C'est avant tout là-dessus que repose la radicalisation des femmes de la fin des années soixante et l'émergence du mouvement autonome (l'augmentation du pourcentage de femmes actives n'étant pas, dans bien des pays, aussi déterminante, puisque dans plusieurs cas, ce chiffre n'a guère varié depuis le début du siècle).

Les limites objectives et subjectives de la réflexion des bolchéviks à propos de la sexualité doivent donc être examinées de près.

Prenons l'exemple de l'avortement qui ne se posait pas dans les mêmes termes que le problème de la contraception puisque la science médicale disposait alors des connaissances nécessaires pour son application. Etant entendu qu'il ne s'agit pas là d'une solution souhaitable pour les femmes qui doivent faire face à la venue d'un enfant non désiré (on sait tous les traumatismes — et les douleurs physiques — que peut provoquer une interruption de grossesse), il est tout de même étonnant de constater que cette mesure n'est jamais revendiquée comme un droit des femmes, dans les textes de l'époque, mais comme un mal nécessaire, comme une chose qui devrait disparaître avec le temps. Et ceci non pas en fonction de la possibilité qu'auront les femmes d'éviter par d'autres moyens des grossesses qu'elles ne veulent pas, mais en fonction de la capacité de la société à nourrir et à éduquer tous les enfants qui viendront au monde. Le décret passé en novembre 1920 sur la légalisation de l'avortement est très clair à ce sujet :

« *Le gouvernement des travailleurs et paysans est conscient du mal sérieux que cela représente pour la communauté* », dit le texte à propos des avortements clandestins qui ne cessent d'augmenter en URSS comme dans les autres pays. « *Il combat ce mal par une propagande contre l'avortement parmi les femmes. En travaillant pour le socialisme, en introduisant des mesures de protection de la maternité et de l'enfance à grande échelle, le gouvernement tend à assurer la disparition progressive de ce mal. Mais étant donné que les survivances du passé et les difficultés économiques du présent continuent à contraindre de nombreuses femmes de recourir à cette opération, inquiets de protéger la santé des femmes et considérant que la méthode répressive ne permet absolument pas d'atteindre un tel objectif, les commissariats du peuple à la Santé et à la Justice ont décidé* » (suit l'énoncé des mesures qui rendent l'avortement libre et gratuit mais limitent strictement son application au cadre hospitalier, n'autorisant que les médecins à l'effectuer et prévoyant même des peines très sévères à l'encontre de toute infirmière ou sage-femme qui passerait outre cette décision) (77).

Il faut dire que le débat contre les théories malthusiennes qui avaient eu un impact au sein du mouvement ouvrier lui-même (78) n'était pas

(77) Cité par R. Schlesinger *The Family in the URSS*, Londres, 1949 p. 44.

(78) Malthus avait écrit un essai en 1798 « prouvant » par des « lois » économiques que les pauvres devaient inévitablement rester pauvres et ne cesseraient de consommer plus de ressources que celles qui leur étaient dévolues. La distribution des biens n'était pas présentée comme un arrangement dans les intérêts de la classe dominante, mais comme « naturelle ». La solution, selon lui, c'était que les pauvres se marient tard et limitent leur nombre en pratiquant l'abstinence. Ses « théories » reprises et déformées donnèrent naissance par la suite à un mouvement préconisant l'emploi de contraceptifs (encore peu au point pour la plupart — injection d'eau, éponge vaginale trempée dans la quinine, etc — mais qui amenèrent un médecin hollandais à inventer le premier diaphragme en 1870).

Il faut dire que les théories néo-malthusiennes telles qu'elles avaient été reprises par plus d'un syndicaliste n'étaient qu'une manière de répondre aux besoins exprimés par de nombreuses travailleuses. C'est du moins ce qui ressort de la lecture de l'*Exploitée* (déjà mentionné) où les appels aux réunions organisées par le groupe malthusien de Genève s'accompagnent d'articles sur l'avortement et la contraception, l'absence d'éducation sexuelle, etc. L'auteur s'insurge contre le fait qu'il n'est pas donné aux femmes le moyen d'avoir une procréation consciente. Elle signale l'existence d'une brochure traitant « *de l'hygiène sexuelle et de la préservation contre la contraception trop fréquente* » (rédigée par un député socialiste et soumise au chef du département de la justice et police de Genève avec son approbation !) L'article indique que plus de 400 lettres sont parvenues à la rédaction en deux mois sur cette question. « *L'animal maigre et affamé tue une partie de ses petits pour mieux nourrir ceux qui restent. A la femelle humaine, cette solution très simple est interdite par la loi, et les médecins et sages-femmes ne risquent pas leur situation pour instruire les prolétaires* », dit Marguerite Faas avec une certaine amertume. *Op. cit.* p.73. et 78.

Les ouvrières suisses n'étaient sans doute pas sans avoir entendu les appels d'une Nelly

pour rien dans les positions adoptées à l'encontre de l'avortement. Les droits démocratiques des femmes étaient oubliés, au profit du dédain affiché vis-à-vis des petites bourgeoises qui refusaient d'avoir des enfants par confort personnel (même Kollontaï n'échappe pas à cette attitude). Deux jeunes communistes, G. Grigorov et S. Shkotov, par exemple, écrivirent quelques années plus tard que, puisque la NEP avait amélioré la situation financière du pays, le nombre croissant d'avortements était inexcusable. Le souci de voir augmenter la population laborieuse dont la force de travail était indispensable à l'accomplissement des tâches socialistes était souvent à l'origine de telles déclarations (plus de deux millions de personnes avaient disparu durant la guerre puis dans la guerre civile). Mais en tout état de cause, la question de savoir s'il s'agissait ou non d'un droit des femmes ne semble pas avoir été abordée en tant que telle. Bien au contraire, et selon le témoignage de Jessica Smith, le problème de l'avortement « *était abordé d'un point de vue d'une limitation consciente de la race plutôt que du point de vue du droit des femmes à choisir elles-mêmes si oui ou non elles voulaient mettre au monde une suite ininterrompue d'enfants* (79) ». Ceux et celles qui étaient favorables à l'avortement semblent bien avoir représenté une minorité. Certaines recherches commençaient cependant à être effectuées sur le plan de la contraception. Il semble qu'on faisait des expériences sur des animaux pour découvrir

Roussel en France qui, transformant les théories malthusiennes préconisant l'abstinence sexuelle, revendiquait au contraire le droit pour les femmes de limiter le nombre des naissances tout en prenant du plaisir lorsqu'elles en ont envie. La solution ? « *Faisons donc la grève, camarades, la grève des ventres (...) plus d'enfants pour le capitalisme, qui en fait de la chair à travail que l'on exploite, ou de la chair à plaisir que l'on souille !* » Elle dit par ailleurs : « *La maternité n'est noble que consciente, et elle n'est douce que désirée.* » (cf. *Histoire du féminisme français, op. cit.* p.387) Certes, ses théories ne sont pas dénuées d'ambiguïté, mais elles ont le mérite de mettre l'accent sur l'intérêt des femmes, contrairement à certains appels à la « grève des ventres » lancés par des syndicats comme celui des cuirs et des peaux en France, en 1909, sans qu'aucune allusion à la condition des femmes ne soit faite dans la discussion, les seuls arguments avancés ayant trait au fait que « *les familles nombreuses détournent les hommes de la lutte (!)* » (cf. Madeleine Guilbert, *op. cit.* p. 129).

Ce qui rejoint les déclarations de théoriciens de l'époque comme le socialiste italien Mondolfo qui, lui, condamne le néo-malthusianisme lorsqu'il n'est pas appliqué dans l'intérêt de la société en général, mais à titre personnel. Il s'élève contre l'utilisation de contraceptifs « *lorsque la décision de limiter la procréation ne correspond qu'à un caprice personnel (...) sans justification objective et allant à l'encontre de la conservation de l'espèce* », (cf. *Problemi del socialismo, op. cit.*, p. 61). Dans ce sens, la manifestation organisée par les femmes socialistes berlinoises en 1914 contre l'interdiction des moyens contraceptifs est une exception. D'ailleurs même *Die Gleichheit* qui aborde le problème ne donne pas l'impression que la contraception est recommandée comme un moyen de choisir pour les femmes, mais comme un moindre mal — se distinguant en cela des positions exprimées par *l'Exploitee*.

des moyens plus efficaces que ceux qui existaient alors (les investigations s'orientant vers quelque chose qui devait ressembler à la pilule). Il est fait mention, dans certains textes médicaux, d'injections permettant une « stérilisation » d'environ six mois. On examinait également la potentialité des rayons X en matière contraceptive (79). Les progrès dans ce sens semblent néanmoins avoir été assez lents et le seul moyen contraceptif accessible — dans les villes essentiellement — était la capote qui représentait un net progrès sur le coït interrompu. Il n'y a guère à s'étonner de ce que les autorités n'aient pas mené de campagne massive pour la contraception si l'on se réfère à la manière dont elles abordaient le problème de l'avortement en 1920, s'employant à en réduire le nombre pour les motifs que l'on a vus. Les rapports sexuels étaient encore tellement liés à la procréation dans l'esprit des gens et les moyens contraceptifs si peu considérés comme une solution pour limiter le nombre des naissances, que certains médecins, favorables aux droits des femmes et convaincus qu'elles devaient pouvoir exercer un certain contrôle sur leurs facultés reproductrices, ne trouvaient rien de mieux que de préconiser l'abstinence...

Dans la plupart des cas, et en particulier parmi les dirigeants du parti, la permissivité sur le plan sexuel était sévèrement condamnée et l'on sait le scandale que provoquèrent les articles de Kollontaï sur l'amour libre. Les bolcheviks ne spéculaient pas sur le potentiel révolutionnaire que pourrait représenter la libération des rapports sexuels. D'une manière générale, il est vrai, les écrits antérieurs à la révolution n'avaient que très peu abordé le problème d'une société future et des rapports nouveaux qui pourraient voir le jour, transformant la vie quotidienne d'un point de vue collectif et individuel. On en restait pour l'essentiel aux écrits de Marx et de Bebel — encore que ce dernier ait souvent été plus loin dans ses projections à propos de la société socialiste que ne le faisaient les textes officiels au lendemain de la révolution.

En ce qui concerne Engels, il considérait les relations sexuelles individuelles comme le produit d'une histoire liée à la monogamie. Cette dernière, tout comme le capitalisme, devait être transcendée. Bien qu'il se soit refusé à faire des conjectures sur l'avenir, il imaginait, tout comme Marx, l'existence de relations sexuelles dans lesquelles les rapports économiques ne joueraient plus de rôle. Cependant, comme le dit Sheila Rowbotham, « *la différence sexuelle entre hommes et femmes est obscurcie par la réduction de l'ensemble de la relation à la capacité de travail de la femme. Ce qui laisse de côté le fait que les relations sexuelles font partie de la relation des individus au monde extérieur* (80) ». Bebel, lui, va plus

(79) Je tire l'essentiel de ces éléments d'un article à paraître d'Alix Holt sur « La politique en matière sexuelle de la Russie soviétique ».

(80) *Hidden from history*, op. cit. p. 68.

loin dans son analyse sur la question. Il décrit notamment comment l'inégalité entre hommes et femmes se retrouve jusque dans les rapports sexuels dans les relations conjugales.

« Une femme vendue par le mariage doit subir les étreintes de son mari, même si elle a cent raisons de le haïr et de le mépriser (81) .» Bebel, qui a lu Fourier, s'élève fortement contre la morale sexuelle de son époque et définit la sexualité comme un besoin naturel, inaliénable de l'humanité, qui ne peut être satisfait qu'en dehors de toute contrainte économique ou sociale. C'est parce qu'il insiste là-dessus, qu'il décrit longuement les mécanismes faisant de la femme un être soumis et dépendant en système capitaliste (elle dont on entretient la faiblesse physique et sur qui retombent les conséquences de rapports sexuels incontrôlés) que son livre, *la Femme et le Socialisme*, apporte des éléments radicalement nouveaux face à la pudibonderie de la plupart des textes du mouvement ouvrier. Sa bataille contre la misogynie n'épargne pas certains socialistes « qui s'opposent avec autant d'acharnement à l'émancipation de la femme que le capitalisme s'opposait au socialisme ». Surtout, il n'hésite pas à mettre l'accent sur la dimension spécifique de la condition féminine.

« Indépendamment de l'oppression qu'elle peut subir en tant que prolétaire, la femme, dans le monde de la propriété privée, est opprimée en tant que femme. Une masse d'obstacles inconnus de l'homme s'opposent à elle à chaque pas (81) .»

De ce point de vue, il est non seulement un précurseur, mais il va souvent au-delà de tout ce qui sera écrit par la suite, y compris durant la période révolutionnaire. Dans sa sensibilité au fait que la classe ouvrière est imbibée de préjugés au point que la route sera longue pour atteindre une réelle transformation des rapports affectifs en système socialiste, il se montre plus perspicace que Zetkin ou Kollontai elle-même. Il est pour le moins étonnant de constater que ce que les bolcheviks semblent avoir retenu de Bebel, ce sont plus les aspects qui font les limites de son livre que sa richesse. Etant entendu qu'ils ont compris une chose essentielle ressortant des écrits d'Engels et de Bebel — la chose essentielle — à savoir qu'il ne peut y avoir de véritable libération dans les rapports sexuels en dehors d'une égalité économique et sociale pour les femmes. Il faut néanmoins souligner combien leurs considérations sur la lutte à mener restent entachées de moralisme et d'idées traditionnelles sur la sexualité. Les assertions de Bebel sur l'homosexualité qualifiée de « *satisfaction anormale des besoins sexuels* » et de « *perversion* » ne sont pas remises en question, non plus que le lien systématique que fait ce dernier entre sexua-

(81) A. Bebel, *la Femme et le Socialisme*, Dietz Verlag Berlin, p. 159 et 127.

lité et procréation. Ni les jugements d'Engels sur la sodomie (« *pratique abominable et dégradante* ») ni les condamnations des dirigeants sociaux-démocrates allemands des « *conséquences dommageables de la masturbation* » ne font l'objet de commentaires de leur part (dans *Ordine Nuovo*, on parle de « *la violence de l'instinct qui attire un sexe vers l'autre* »). Ce sont là des questions que l'on laisse aux « spécialistes », c'est-à-dire les médecins. On connaît les vues de Lénine sur la question sexuelle et le fait qu'il appréciait les préoccupations de nombreuses femmes d'Union soviétique ou d'autres pays à propos du mariage comme une déviation bourgeoise ou un passe-temps futile. « *Est-ce le moment, je vous le demande, pour que les femmes travailleuses se posent durant des mois des questions sur le problème de savoir comment aimer ou comment être aimée ?* », dit-il à Clara Zetkin en 1920. Pour lui, les discussions des groupes d'ouvrières allemandes auxquelles elle se réfère sont condamnables parce qu'elles se situent pas dans un contexte traitant de problèmes sociaux plus généraux. « *La préoccupation des femmes communistes, des femmes travailleuses devrait se centrer sur la révolution prolétarienne qui jettera les bases, entre autres choses, pour la modification des relations matérielles et sexuelles* », affirme-t-il. Face à son assurance, Zetkin qui, au début de la discussion prenait le parti des ouvrières allemandes, mettant l'accent sur l'importance pour elles de dominer ces questions et de pouvoir s'exprimer sur des sujets généralement tabous dans les réunions du mouvement ouvrier, Zetkin finit par reculer et lui donner raison (82).

Il faut une fois de plus rappeler le contexte dans lequel se situent ces conversations à la fin de la guerre civile, dans un pays où les entreprises ne fonctionnaient plus, où le taux de production avait chuté de manière catastrophique, avec à l'horizon les révoltes de paysans contre les réquisitions, le début des grèves à Pétrograd, etc., alors que tous les efforts ne pouvaient qu'être dirigés vers le redressement de l'économie socialiste. Il n'empêche que les considérations de Lénine ont une portée bien plus générale puisqu'elles s'adressent aux ouvrières de pays comme l'Allemagne et l'Autriche aussi bien qu'à celles d'URSS et que les lettres adressées à Inessa Armand en 1915 (à propos d'une brochure qu'elle rédigeait sur l'oppression des femmes) allaient exactement dans le même sens en ce qui concerne ses appréciations quant à l'importance du thème de l'amour libre et de la sexualité.

Inessa Armand et, surtout, Kollontaï furent les seules, ou presque, à mener une bataille spécifique sur ces problèmes. Les écrits et les romans

(82) C. « Extrait d'un carnet de notes » de Clara Zetkin, dans *Lénine sur l'émancipation de la femme*, Editions sociales, 1966. Voir aussi le début de l'article sur Kollontaï dans ce numéro.

de Kollontai à ce propos commencent à être connus. Contrairement aux autres dirigeants sociaux-démocrates, elle considérait dès le début du siècle qu'il était essentiel d'aborder la question des relations sexuelles, voyant dans la crise sociale et sexuelle qui se développait alors un élément important de la future révolution socialiste. Pour elle, les questions de la vie quotidienne — et surtout celles auxquelles sont confrontées les femmes — ne sont pas secondaires par rapport aux problèmes politiques plus généraux. Sa critique porte avant tout sur la monogamie, sur les rapports de possessivité et d'égoïsme que celle-ci entraîne et sur les implications que cela peut avoir dans les rapports sociaux et pour la prise de conscience politique de la classe ouvrière. Son apologie de l'union libre peut avoir quelque chose d'un peu désuet à nos yeux à l'heure actuelle, elle peut sembler entachée des idées répandues par les féministes bourgeoises et ne pas répondre aux préoccupations les plus immédiates des ouvrières du début du siècle : c'est cependant une tentative d'aborder la question des relations entre hommes et femmes, de l'importance des rapports sexuels, qui marquera la réflexion des groupes de jeunes tentant de s'organiser en communes et de rompre avec les relations traditionnelles après l'instauration du régime socialiste (83). La façon dont Kollontai lie intrinsèquement la bataille à mener pour l'établissement de nouveaux rapports sexuels avec celle pour la démocratie et la liberté d'expression fera date dans l'histoire des mouvements féministes. Aujourd'hui encore, la plupart de ses textes à ce propos sont pour nous matière à réflexion et nous obligent à remettre en cause un certain nombre de réflexes et l'idées toutes faites. Elle est en effet l'une des premières — et l'une des seules de l'époque — à voir que « *le personnel, c'est aussi le politique* » (84).

La lutte particulière qu'elle mène contre la prostitution s'inscrit dans cette compréhension, même s'il est vrai que c'est là un thème sur lequel il y a unanimité parmi les dirigeants bolcheviks — et avant eux dans l'aile gauche de la social-démocratie — à savoir qu'il s'agit de l'expression même de la dépendance économique de la femme, de l'aliénation des rap-

(83) Même si, à ce moment là, Kollontai elle-même semble se tourner vers d'autres préoccupations et abandonner momentanément ce terrain de recherches, comme l'indiqueraient ses cours à l'université Sverdlov.

(84) En ce sens, elle va plus loin que le courant anarchiste, puisque quand ce dernier insiste sur l'amour libre, c'est en se fondant sur une conception très traditionnelle de l'amour comme le montrent la plupart des textes. Sur certains points, en revanche, notamment sur la question de l'instinct maternel, de la fonction sociale de la femme déterminée avant tout par la maternité, il y a accord entre eux et Kollontai, ce qui exprime bien les limites objectives de leur réflexion de part et d'autre, limites explicables par l'absence de moyens contraceptifs déjà évoquée et la difficulté d'imaginer à cette époque un autre rapport des femmes à la procréation (sur les positions des anarchistes en Espagne, à cette époque voir G. Scanlon, *op.cit.* p. 243 à 257).

ports individuels en système capitaliste et de l'hypocrisie de la morale bourgeoise.

Pour conclure, disons que l'absence de toute tentative sérieuse d'analyse matérialiste de la question sexuelle s'ajoutant à la faiblesse des acquis du mouvement ouvrier sur ce point durant les décennies précédentes, empêchèrent les dirigeants du Parti bolchevik de voir le caractère explosif que revêtait ce problème, les faisant surtout passer à côté d'une série d'éléments déterminants pour la pleine participation des femmes aux tâches de la révolution socialiste.

Et la III^e Internationale ?

La Révolution russe et l'expérience soviétique marquèrent bien sûr toutes les thèses de la III^e Internationale. Celles qui concernent l'intervention parmi les femmes n'y échappent pas. Il importe donc d'examiner de plus près leur contenu et de se demander jusqu'à quel point elles correspondaient à la réalité du travail effectué dans les différentes sections qui avaient adhéré à l'Internationale communiste. Le premier texte date du I^{er} Congrès tenu en 1919 avec un nombre de délégués relativement restreint. La question des femmes fut néanmoins abordée et une motion de Kollontaï fut votée. Son ton optimiste correspond à l'ensemble des textes de l'époque.

« Si aujourd'hui Moscou est le centre de la III^e Internationale, demain — nous en sommes profondément convaincus — ce centre se déplacera vers l'ouest, à Berlin, Paris, Londres. (...) Un congrès communiste international à Berlin ou Paris signifierait le triomphe complet de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde entier. (85) »

Si un homme comme Trotsky avait pu écrire ces lignes dans les *Izvestia*, le 1^{er} Mai de cette année, on imagine aisément les illusions qui pouvaient exister à la base des partis communistes sur le développement triomphal de la révolution. En ce qui concerne les femmes, pour la première fois une résolution internationale parlait des perspectives socialistes et des changements dans le mode de vie et dans la famille, annonçant la nécessité d'établir un programme d'ensemble pour imposer l'émancipation des femmes et leur libération. Ce qui rompait avec les pratiques de la II^e Internationale qui — surtout dans la dernière période — avait abordé la

(85) Cité par Broué dans *Révolution en Allemagne*.

question de l'oppression des femmes à travers une campagne sur tel ou tel point particulier.

Mais c'est surtout l'année suivante, lors de la I^{ère} Conférence des femmes communistes, que la discussion sur les tâches des PC fit des progrès. Sur les formes d'organisation des femmes, les propositions avancées par les bolcheviks — des départements féminins liés au parti — furent généralement acceptées par les militantes des autres pays ; l'on fit cependant remarquer que, dans de nombreux cas, la rentrée massive des femmes durant la guerre dans le processus de production n'avait pas pour autant suscité l'émergence d'un mouvement massif de radicalisation. Au contraire, l'effondrement de la II^e Internationale avait provoqué un découragement évident chez de nombreuses militantes, les amenant à renoncer à tout engagement politique. L'importance des organisations de femmes ouvrières avait souvent déchu de manière radicale (c'était le cas en France, en Angleterre, en Hollande, en Norvège et en Suède). Néanmoins, les thèses débattues s'inscrivent dans la même perspective que celle de l'année précédente. Conscientes de représenter une avant-garde et de tout ce qui les séparait de la II^e Internationale (cet ensemble lâche d'organisation qui avaient en commun leurs aspirations au socialisme plutôt qu'un programme défini), les déléguées présentes tentèrent de cerner les points essentiels d'une plate-forme qui, tout en respectant les différences de situation, représenterait autre chose qu'une référence un peu vague n'impliquant aucune discipline de la part des sections comme cela avait été le cas sous le règne de la social-démocratie. Ces thèses, dont le texte n'a jamais été publié jusqu'ici à ma connaissance (86) préfigurent celles, beaucoup plus connues, du III^e Congrès de l'IC. Elles se terminent par une partie énonçant le programme d'intervention des sections dans trois principaux types de situations auxquelles elles peuvent être confrontées : société soviétiste, capitalisme développé ou situation coloniale. Sans pouvoir donner ici une analyse détaillée de leur contenu, il faut cependant souligner qu'un certain nombre d'observations faites à propos du contenu des cours de Kollontai à l'université Sverdlov en 1921 sont confirmées par la teneur du texte. Ce dernier (une vingtaine de pages dactylographiées) qui donne une analyse exhaustive de la situation des femmes en système capitaliste, des effets de la guerre sur leur participation au processus de production et de la période radicalement nouvelle qui s'ouvre avec la perspective de la montée de la révolution socialiste à l'échelle européenne et même mondiale, est silencieux sur un certain nombre de points, que ce soit sur la question de la division sociale et sexuelle du travail (selon les secteurs, les emplois qualifiés ou non, etc.), sur les problèmes que pose la disparition

(86) Une traduction provisoire du russe a été faite en anglais par Alix Holt et devrait être publiée prochainement.

du travail domestique appréhendée uniquement à travers la revendication générale de socialisation des tâches domestiques ou sur la question de l'avortement et de la contraception dont il n'est absolument pas fait mention. Pour les pays capitalistes, les illusions qui règnent sur la rapidité de la victoire des partis communistes expliquent l'absence de prise en considération d'un travail éventuel avec les femmes socialistes, de même que la condamnation sévère des organisations féministes bourgeoises. Mais les raisons avancées pour la nécessité de l'intervention des partis communistes parmi les femmes relèvent plus de la morale — un peu incantatoire — et de l'analyse quantitativiste (les femmes représentent plus de 50 % de la population) que de la claire compréhension du rôle actif que peuvent jouer les travailleuses pour l'unité de la classe ouvrière et la victoire de la lutte contre l'Etat bourgeois.

L'appel aux femmes membres de partis qui n'ont pas encore rejoint la III^e Internationale à impulser le débat à ce propos dans leurs organisations respectives apparaît un peu abstrait dans ce contexte. L'absence de mise en question de la division des rôles transparait une fois de plus à travers la définition du rôle social des femmes en tant que mères avant tout, ainsi que dans l'appel visant à « *attirer les femmes en nombre considérable dans le travail de planification, d'organisation et d'administration des institutions qui sont désignées pour alléger la vie des ménagères et des mères, ainsi que dans les branches de la sécurité sociale qui offrent une assistance aux femmes, aux enfants et aux jeunes* ». Si cela nous apparaît comme ambigu, ce n'est pas que nous ne soyons convaincus que les femmes se mobilisent d'abord sur des questions relatives à leur préoccupations quotidiennes, mais parce que la tâche des communistes nous semble être justement de combiner cette mobilisation avec des propositions ayant pour objectif de modifier la répartition traditionnelle des rôles. Ce qui n'est pas le cas ici. La partie du texte relative à la question organisationnelle précise le type de structures qui devraient être mises en place, de caractère surtout agitateur et en liaison étroite avec les comités locaux du parti, centralisés au niveau régional. A tous les niveaux, les comités féminins doivent avoir une représentante ayant voix délibérative dans la structure correspondante du parti. L'accent est également mis sur l'importance de la presse spécifique en direction des femmes ainsi que sur l'échange d'informations.

Le résultat de ces recommandations s'avèrera plus que limité une année plus tard, lorsque les déléguées se retrouvent pour la II^e Conférence des femmes communistes précédant le III^e Congrès de l'IC (faut-il interpréter ce décalage dans les chiffres comme significatif du retard traditionnel avec lequel le mouvement ouvrier, même révolutionnaire, a toujours réagi face à la « question des femmes » ?). « *La croissance des mouvements de*

femmes s'est effectuée sans le soutien des partis communistes, quand ce n'est pas avec une opposition voilée ou déclarée de leur part », dira Zetkin dans son rapport au III^e Congrès de l'IC. Et il faudra beaucoup de patience aux trois déléguées de la Conférence — Zetkin, Kollontaï et Louise Colliard de la section française — pour se faire entendre et attirer l'attention des militants présents. Les minutes du congrès sont d'ailleurs plus qu'explicites à ce propos. Après le rapport de Zetkin, la déléguée française prend la parole, insistant notamment sur le fait qu'elle est « déléguée d'un parti qui n'a jamais rien fait pour le recrutement des femmes à l'organisation, (...) (qui n'a) jusque là pas de publication spécifique bien que le parti édite deux quotidiens à Paris seulement et que la jeunesse elle-même ait son journal ». Puis intervient Kollontaï qui met elle aussi l'accent sur les carences de la plupart des sections, « car, comme l'a dit la camarade Zetkin, il n'y a que quelques partis qui ont mis notre résolution en pratique (celle de l'année précédente), celle-ci n'ayant été adoptée que par la Conférence des femmes et non par le congrès de l'Internationale ». Après quoi le président déclare : « La liste des orateurs est terminée. Je clos donc le débat et nous passons au vote. (87) »

Bien que le III^e Congrès représente un tournant dans la politique de l'IC et mette en avant la nécessité d'un front unique avec les militants socialistes, tenant compte des défaites successives qu'a subies le prolétariat en Allemagne, en Italie, et en Angleterre en particulier, les thèses sur la question femmes, rédigées avant le débat général, ne traduisent pas cette modification dans l'orientation. Bien au contraire la thèse du premier chapitre (« Principes généraux ») met tout le poids sur la rupture à effectuer avec les Internationales II et II 1/2.

« Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale communiste (88). »

(87) *Protokoll des Dritten Kongress des Komintern, 1921, p. 925 et 930.*

(88) Il faut redire ici combien le refus de tout travail avec les femmes de la bourgeoisie marque le mouvement des femmes socialistes, puis des femmes communistes. Des années 1880 aux années 1920, dans tous les textes, dans tous les appels, on retrouve des mises en garde contre toute tentation de collaboration. Depuis les articles de Zetkin dans *Die Gleichheit* (qui va jusqu'à refuser les articles de Lily Braun, supporter de l'aile droite, sous prétexte qu'elle accepte de collaborer avec des bourgeois dans des coopératives de ménagères), jusqu'au contenu des résolutions de l'IC, en passant par les appels publiés par Kroupskaïa dans *Rabotnitsa*, ceux qu'on trouve dans *l'Avanti* ou dans les écrits de Margarita Nelken, partout, dans tous les pays, ce ne sont qu'avertissements et condamnations du caractère bourgeois du mouvement « féministe ».

Cette volonté correspond à la conviction parallèle qu'il faut dissuader « les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises ». Intervenant à la fin de la Conférence des femmes, Trotsky lui-même avait affirmé :

« Aucune réforme, aucune mesure prise par des gouvernements démocratiques ou socialistes dans les pays bourgeois ne sont à même de sauver la situation. Ils ne peuvent alléger les souffrances insupportables des travailleuses et des travailleurs, car ces souffrances sont le produit même de la désorganisation du système de production capitaliste, et elles dureront aussi longtemps que le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie. »

Néanmoins la nécessité de toucher les femmes qui ne se reconnaissent pas encore dans le mouvement communiste est prise en considération comme le montrent les points développant longuement les moyens de propagande à adopter dans ce but. Cette résolution qui apparaît comme extrêmement progressiste avec le recul est loin cependant de rendre compte de toutes les interventions qui furent effectuées durant la Conférence des femmes. Celles qui, comme Louise Colliard notamment, avaient mis l'accent sur l'importance pour les femmes de se réunir entre elles afin de prendre confiance dans leurs moyens, dans le cadre de groupes non mixtes, ne parvinrent semble-t-il pas à convaincre leurs camarades de la nécessité de structures autonomes. On insiste sur l'importance de sections spécialisées pour l'intervention parmi les femmes tenant compte de leurs besoins spécifiques mais ce sont toujours des structures directement rattachées au parti et mixtes dans leur composition. C'est d'ailleurs là un des aspects très positifs de ces thèses : la conscience que, sans la prise en charge de ces tâches par le parti tout entier, hommes y compris, rien ne saurait être réellement accompli. Mais le débat sur la question d'un mouvement autonome de femmes est ainsi laissé de côté. Il faut souligner enfin que, si la première partie de la résolution adopte un ton optimiste sur

(88) S'il est évident, comme nous le mentionnons plus haut à propos de la bataille pour le droit de vote, que les socialistes avaient absolument raison de souligner le point de vue de classe qui prévalait dans toutes les actions impulsées par les suffragettes, il n'en reste pas moins une chose : leur rage à les dénoncer sans poser vraiment le problème des initiatives concrètes à prendre pour gagner à des positions correctes des couches importantes de femmes petites bourgeoises — voire ouvrières —, qui restaient sous leur influence, exprime pour le moins une incompréhension du processus de radicalisation qui s'opérait parmi les femmes des diverses couches sociales. Même s'il est vrai, par ailleurs, que toute solidarité dans l'action entre femmes du prolétariat et femmes de la petite-bourgeoisie s'aurait difficile, vu la différence des intérêts immédiats. (dans *Problemi del socialismo*, Puccini développe à ce propos une thèse intéressante).

les perspectives générales, la seconde en revanche, lorsqu'on aborde les tâches concrètes, laisse entendre que les militantes se sont heurtées jusque là à d'innombrables difficultés imposant un certain volontarisme dans le travail à venir. Le « *il n'y a pas de questions spécialement féminines* », de même que le ton décidé employé pour se déclarer « *énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée des femmes au sein du parti, des syndicats ou des autres associations ouvrières* » contrastent singulièrement avec l'attention et l'analyse détaillée des méthodes particulières à employer pour gagner la confiance des femmes et leur adhésion à l'action politique.

Quoi qu'il en soit, on peut douter de l'efficacité d'une telle résolution, vu le stade de développement extrêmement inégal du travail dans les diverses sections. C'est du moins ce qui ressort de la résolution du III^e Congrès en 1922 soulignant à nouveau « *que certaines n'ont rempli que superficiellement leur devoir* (89) ». En Pologne et en Angleterre, le parti s'est refusé à mettre la résolution en pratique. En France, on a dissout les comités féminins. En Norvège, en Suède rien n'est fait, dira Zetkin. Même en Allemagne, on est totalement en deçà des besoins, constate la déléguée de ce pays. « *Nous devons parvenir à ce que les ouvrières participent aux mouvements des conseils. Nous devons tout faire pour que les femmes participent à la lutte générale du prolétariat* », insiste-t-elle. Mais le Parti communiste ne semble pas convaincu de cette évidence. Ce point est à souligner car il ne fait que confirmer ce qui ressort déjà de l'expérience faite par les militantes lors de la première période de la révolution allemande, en 1918. Gundula Bölke, dans un livre qui traite entre autres des difficultés à intégrer les femmes dans les conseils, montre combien la rupture existant pour elles entre leur vie familiale et leur travail salarié restait dominante dans leur façon d'envisager leur participation à la lutte. Elle souligne que cette « passivité » que leur reprochaient les dirigeants ouvriers tenait d'une part à ce que les conseils étaient soutenus principalement par les ouvriers qualifiés (secteur de la main-d'œuvre dont les femmes ne font en général pas partie) et que rien n'avait été fait par ailleurs pour les soulager de leurs tâches domestiques. Le mot d'ordre lancé pour la mise sur pied de conseils de ménagères, de même que la représentation proportionnelle, selon les sexes, dans des conseils d'entreprises, ne fut avancé qu'en 1919, lors d'une conférence de l'USPD où Louise Zietz devait déclarer : « *L'égalité des sexes est reconnue en principe, l'idée est admise mais c'est pour la nier dans la pratique* (90). »

Mais cette prise de conscience intervenait au moment où la vague

(89) *Quatre premiers congrès de l'IC*, p. 143 à 149 et p. 188, éd. fac similé Maspero (1969).

(90) G. Bölke, *Die Wandlung der Frauenemanzipationsbewegung — von Marx bis zur Rätebewegung* » Verlag Association, Hamburg 1975.

révolutionnaire en Allemagne commençait précisément à refluer. Et pas plus les dirigeants centristes de l'USPD que ceux du groupe Spartacus, puis du PC ne surent apparemment répondre aux besoins exprimés par un certain nombre de militantes et d'ouvrières. L'histoire se répétait donc en 1922-1923 (91).

Si la politique de front unique avec les femmes de la social-démocratie fut abordée en 1922 et surtout en 1924 lors du V^e Congrès de l'IC après l'échec de la révolution allemande et face à la constatation que les organisations féminines socialistes ne cessaient de gagner des adhérentes (elles compteront 800 000 membres en 1925), la capacité des militantes communistes à mettre cette orientation en pratique s'avéra hélas plus que limitée. Soit parce que les sections n'avaient pas encore réellement engagé le travail sur ce terrain, soit parce que le rapport de forces leur était déjà tellement défavorable que les femmes liées au Parti socialiste et fortement sous l'emprise idéologique des féministes bourgeoises ne daignèrent pas engager des actions communes. Par ailleurs, l'attitude de plus en plus en retrait du Komintern à propos de l'intervention parmi les femmes et l'insistance toujours plus grande qui est mise sur le travail à effectuer auprès des ouvrières aux dépens des autres couches de la population n'étaient pas pour leur faciliter le travail à une époque où, dans toute l'Europe, la crise économique impliquait le licenciement et le retour au foyer d'un nombre croissant de travailleuses. Déjà en 1922, Hélène Sturm, la déléguée allemande, se plaignait de ce que les ménagères qui rejoignaient le parti le faisaient moins par conviction que parce qu'elles étaient des femmes de militants. Et on ne faisait rien pour les gagner vraiment sur le plan politique. De plus les attaques qui commencèrent à apparaître dans le parti bolchevik dès 1923 et qui visaient l'existence des Genotdel — certains articles de la *Pravda* se demandant s'ils étaient bien nécessaires —, ne pouvaient qu'augmenter les difficultés des militantes d'autres partis communistes à se faire entendre lorsqu'elles demandaient que le débat porte sur le travail spécifique à faire. Le tir devait se renforcer en 1926 et cette année-là, lors de la IV^e Conférence des femmes communistes, (la III^e s'était tenue après le Congrès de 1924 et après que les résolutions avaient été votées, et n'avait pas servi à grand chose !), on retrouve les dirigeantes du travail femmes au niveau international luttant pied à pied pour tenter de préserver le peu d'autonomie qui leur restait dans l'intervention et d'empêcher la disparition des sections spéciales et des commissions féminines. En apparence, elles gagnèrent la bataille, si ce n'est qu'après cette date toute trace de discussion sur l'intervention parmi les femmes

(91) Ces faits semblent confirmés par l'analyse détaillée de P. Broué dans *Révolution en Allemagne* où le rôle des femmes apparaît comme plus que secondaire.

disparaît des débats du Komintern... On était déjà en pleine phase de réaction et le cours politique adopté deux ans plus tard avec la « troisième période » n'allait pas tarder à isoler encore plus les militantes communistes. En 1926 d'ailleurs, force était aux Françaises de constater une fois de plus : « *Le Congrès doit reconnaître que le « travail parmi les femmes » est demeuré totalement incompris par les membres du parti* (92). »

La situation ne devait guère être différente ailleurs. En Italie, malgré le débat engagé dans les colonnes d'*Ordine Nuovo* et le nombre relativement important d'articles publiés, la section n'était pas parvenue à concrétiser une réelle intervention avant que la montée du fascisme et les attaques qui dévastèrent le siège d'*Ordine Nuovo* et de *Compagna*, le journal des femmes communistes ne viennent mettre un terme à tout espoir de gagner la masse des femmes ouvrières. C'est du moins ce qui ressort des déclarations des militantes italiennes participant aux conférences féminines de l'IC. Sans parler de l'Espagne où l'influence des communistes était très faible à l'époque ni des sections de l'Europe du Nord qui s'étaient particulièrement fait tirer l'oreille pour amorcer le travail comme on l'a déjà vu plus haut, on peut ajouter que les accusations portées en 1922 contre la mollesse du Parti communiste anglais, face auquel « *toutes les exhortations du secrétariat international des femmes ont été vaines* » (93), n'avaient fait qu'augmenter avec le temps. Celui-ci arguait de sa faiblesse numérique pour ne rien entreprendre. En 1924, Smidovitch, la déléguée du Komintern s'écriait, dans un article paru dans *The Communist*, publication du Parti communiste de Grande-Bretagne :

« N'est-ce pas un fait qu'ayant décidé de l'intervention des sections féminines, les partis communistes se contentent d'en rester là ? L'idée dominante semble être « laissons les femmes s'occuper de ces histoires petites bourgeoises et donnons nos forces et nos énergies à des questions plus importantes » (94). »

On sait ce qu'il arriva en URSS par la suite, avec le développement de la bureaucratie dont l'origine se trouvait dans les difficultés économi-

(92) Cf. « Rapport de la section féminine du PCF » de 1926 publié dans les *Cahiers d'histoire de l'institut Maurice Thorez*, n°14 spécial, 1975.

(93) Cf. aussi les conclusions de Pieroni Bortolotti, *op. cit.* p. 145 .

(94) Cf. *Revolutionary Communist* (journal théorique du « Révolutionary Communist Group en Angleterre) n°5, novembre 1976, intitulé « Women's oppression under capitalism ».

ques croissantes, l'isolement de l'URSS dans un contexte international marqué par le renforcement du fascisme, l'arriération sociale et culturelle continuant à dominer dans de nombreuses régions du pays, la disparition d'un très grand nombre de dirigeants bolcheviks durant la guerre et la guerre civile, etc. La lutte menée par la bureaucratie pour sa préservation ne pouvait que s'appuyer sur les valeurs patriarcales les plus réactionnaires (hiérarchie, autoritarisme, recherche de la productivité à n'importe quel prix), dont les femmes étaient les premières à faire les frais. Ce qui explique le retour en arrière extrêmement brutal qui mènera à la rédaction d'un nouveau Code de la famille en 1934. La tâche centrale des femmes redevient celle de la maternité, les staliniens allant jusqu'à réintroduire en 1949 une médaille pour glorifier la plus féconde d'entre elles. Arrêtons là ce tableau décourageant.

Il n'est pas question d'affirmer ici que les bolcheviks n'avaient pas compris l'importance des tâches qui les attendaient pour amorcer le processus de libération des femmes. Seuls ils ont su renouer avec les théories marxistes montrant l'aspect déterminant de l'insertion des femmes dans le processus de production et de l'existence de services sociaux indispensables pour délivrer les travailleuses de tâches qui, jusque là, incombaient à la famille privée. Seuls ils ont su mettre en avant un programme d'ensemble indiquant la voie à suivre. Mais cette compréhension-là n'empêche pas un certain nombre de carences dans l'analyse et dans la pratique, dont la moins importante n'est pas la question de l'organisation des femmes, du « comment », les gagner comme membres à part entière à la lutte à mener. Certes la situation économique et le manque de services sociaux collectifs n'encourageaient pas particulièrement les femmes soviétiques à une remise en cause des rapports traditionnels, mais ce seul facteur, non plus que celui de la répression, ne peuvent expliquer l'absence quasi totale de réactions de leur part face au processus rétrograde qui balayait tous les acquis déterminant leur indépendance sur le plan économique comme sur le plan social. Il faut, pour comprendre leur attitude passive, tenir compte de la faible insertion des femmes dans les divers rouages du nouveau pouvoir (95). Comprendre la difficulté qu'il y avait pour elles — en majorité analphabètes — à participer activement à la construction du socialisme, elles qui n'avaient même pas toujours connaissance des droits qui étaient

(95) Cf. à ce propos les chiffres donnés par Sybille Plogstedt dans son article, (*op. cit.* p. 311) où elle montre entre autre que les femmes étaient à peine représentées dans les organes centraux de direction : 13 femmes sur 300 membres dans l'exécutif des soviets en 1920/1921, 9 seulement en 1921/1922, 12 à nouveau en 1922/1923. En 1922, il n'y avait que 10 femmes sur 194 délégués aux présidium du syndicat du textile, secteur féminin par excellence.

les leurs depuis la révolution. L'oppression spécifique de la femme dans la famille — en particulier dans la famille ouvrière — a certainement pesé dans le non-engagement de larges couches de femmes qui ont assisté passivement par la suite au développement de la contre-révolution bureaucratique.

La sous-estimation du facteur subjectif en général, de la bataille de longue haleine qui s'imposerait contre les vieux préjugés, le fait que de nombreux dirigeants aient exprimé publiquement leurs réticences face aux expériences communautaires qui s'engageaient et face aux recherches de la jeunesse sur le mode de vie au début des années vingt, l'incompréhension plus ou moins généralisée des questions relatives à la sexualité sont autant de facteurs qui ont joué négativement dans la bataille menée par une avant-garde pour la libération de toutes les femmes. De plus, les illusions qui régnaient dans tous les partis communistes sur les perspectives ouvertes par la période contribuèrent à ce qu'on cherche moins à indiquer la voie à suivre dans l'immédiat qu'à définir quelles étaient les bases de l'émancipation des femmes. Mais comme le disait la Mozzoni trente ans auparavant :

« Ce que je crois absolument erroné, contrairement à Critica Sociale, c'est que la question de l'oppression de la femme relève exclusivement des questions économiques et qu'elle se résolve d'elle-même avec la solution apportée à ces dernières (96). »

D'où l'importance que les femmes puissent poser leurs problèmes collectivement. L'isolement dans lequel elles sont plongées, enfermées chacune dans leur appartement, dans leur cuisine, reproduisant chacune mille gestes inutiles qui pourraient être remplacés par un service accessible à toutes, la culpabilité qu'elles éprouvent à ne pas se consacrer uniquement à leurs tâches domestiques, le sentiment de « voler » du temps à leur famille et à leurs enfants lorsque elles travaillent à l'extérieur, ce sont là autant d'obstacles limitant leur capacité à se solidariser avec d'autres travailleuses, avec d'autres travailleurs dans le cadre des luttes.

C'est ce que les révolutionnaires du début du siècle n'avaient pas — ou n'avaient que partiellement — compris. C'est à cet isolement que répond entre autres le mouvement des femmes.

(96) *Differenze*, op. cit. p. 18.

Pourquoi un mouvement autonome des femmes ?

« La force du mouvement des femmes repose sur le fait qu'il inclut toutes les femmes prêtes à lutter pour les revendications mises en avant, indépendamment du fait qu'elles soient marxistes, humanistes, libertaires, qu'elles soient syndiquées ou non », dit John Ross dans un article de *Socialist Women*, intitulé « Capitalisme, politique et vie personnelle ».

Cette reconnaissance du rôle décisif que joue le mouvement des femmes est un acquis relativement nouveau dans le courant marxiste-révolutionnaire. Il aura fallu le surgissement des MLF des années soixante, en dehors de tout parti politique, et la radicalisation croissante des femmes de toutes les couches sociales ces dernières années pour que soit enfin admise l'importance de l'organisation autonome des femmes. Certes, l'apparition d'un tel mouvement s'explique par une série de facteurs nouveaux et par l'acroissement de contradictions caractéristiques de la période du capitalisme tardif : maintien des femmes dans les tâches les moins bien payées et les moins qualifiées malgré l'élévation générale du niveau d'éducation des travailleuses ; impossibilité de contrôler leurs fonctions reproductives malgré les progrès gigantesques effectués par la science médicale, en particulier dans le domaine de la contraception ; renforcement des tâches domestiques en raison de la crise économique, malgré les découvertes technologiques et l'existence sur le marché de moyens qui devraient permettre la disparition d'une série de gestes répétitifs quotidiens ; fermeture de crèches, d'écoles, des maisons pour personnes âgées dans une période marquée par une tendance à l'augmentation de la main-d'œuvre féminine ; licenciements qui les touchent les premières au nom d'une idéologie passéiste remise en cause par le développement de la société tout entière durant les dernières décennies, etc. Autant d'éléments qui ont déterminé la prise de conscience de la situation absurde dans laquelle elles étaient enfermées, chez des intellectuelles issues de la petite bourgeoisie d'abord, parmi les couches toujours plus importantes d'ouvrières et d'employées ensuite. A l'origine de ce mouvement, il y a la révolte contre le poids des tâches domestiques, contre l'oppression sexuelle qui touche la femme en premier lieu, contre le silence, contre l'impossibilité de s'exprimer. En un mot : contre tout ce qui, précisément, n'avait pas été pris en compte jusque là ni par le mouvement ouvrier ni par les organisations d'extrême gauche issues de la crise du stalinisme. La solidarité des femmes entre elles, la conscience de leur oppression commune, ce sont des aspects qui font la force du mouvement, les autres étant bien sûr son orientation politique, sa capacité à engager des batailles qui touchent aux fondements mêmes de l'oppression, à lier sa lutte à celle de l'ensemble du prolétariat. Cependant, par-delà les batailles immédiates, ce qui justifie l'existence du

mouvement autonome des femmes, ce sont les tâches qui l'attendent en période de transition.

« Tout au long du processus de construction d'une société sans classes, des luttes sociales de grande ampleur se poursuivront contre les maux sociaux qui prennent leur racine dans la société de classes mais qui ne disparaîtront pas immédiatement avec la suppression de l'exploitation capitaliste et du travail salarié. L'oppression des femmes, l'oppression des minorités nationales, l'oppression et l'aliénation de la jeunesse sont des archétypes de tels problèmes qu'on ne peut pas réunir automatiquement sous l'en-tête générale de « lutte du prolétariat contre la bourgeoisie », sauf si on sépare les catégories « prolétariat » et « bourgeoisie » de leur définition de base classique, marxiste et matérielle, comme c'est le fait de divers courants maoïstes et ultra gauches. La liberté politique sous la démocratie ouvrière implique dès lors la liberté d'organisation et d'action des mouvements indépendants d'émancipation des femmes, de libération nationale, de jeunes, c'est-à-dire de mouvements plus larges que la classe ouvrière au sens scientifique du terme, sans parler du courant marxiste révolutionnaire au sein de la classe ouvrière (97). »

Il ne s'agit pas là d'une conception nouvelle des mouvements sociaux qui s'exprimeront sous le socialisme. Déjà dans *les Questions de mode de vie*, évoquant les positions de Lénine, Trotsky souligne que, pour ce dernier, une transformation radicale s'est opérée, et que le centre de gravité placé autrefois dans le combat politique, la révolution, la conquête du pouvoir « s'est déplacé vers un travail organisationnel, pacifique, culturel ». La situation ne lui apparaît cependant pas sans problème puisqu'il insiste par ailleurs sur le besoin qu'ont les travailleurs de syndicats susceptibles de les protéger contre les erreurs de leur propre Etat. Et Trotsky, dans ses écrits sur la vie quotidienne comme dans *Littérature et Révolution*, ne cesse de revenir sur le fait que le parti ne peut avoir réponse à tout et qu'au delà des changements économiques indispensables, seul un bouleversement social profond touchant aux mœurs comme à la culture ou à la science permettra d'avancer dans la voie d'un véritable socialisme.

« Mille fois plus encore que les travailleurs, les femmes auront besoin de leur organisation propre afin de les protéger contre les erreurs de l'Etat ouvrier et afin de développer une lutte gigantesque pour leur libération », affirme John Ross. Car s'il est vrai que la destruction de l'Etat capitaliste est la condition indispensable sans laquelle les fondements de la libération

(97) E.Mandel « Démocratie socialiste et dictature du prolétaria », « *Inprecor* » n°10, juillet.

de l'humanité ne sauraient être posés, il n'en reste pas moins que le pouvoir politique « *ne peut pas régir les esprits humains, qu'il ne peut pénétrer dans tous coins et recoins où s'est nichée la corruption de la société capitaliste. Seule une immense lutte sociale menée par tous les exploités et par tous les opprimés pourra venir à bout de cette société. L'Etat prolétarien peut venir en aide à ce processus, il ne peut s'y substituer* (98). »

De son côté, le parti, dont la cohérence repose dans le programme politique qu'il se donne, dans l'unité de ses membres et dans la discipline qu'il attend d'eux pour l'application de ce programme, ne peut non plus se substituer à ces mouvements sociaux. Dans une série de domaines, qu'il s'agisse de l'art, de la science, des meilleures méthodes d'éducation des enfants ou du meilleur moyen de cultiver la terre, le parti ne saurait s'ériger en juge suprême là où seule l'expérimentation collective peut apporter des réponses.

Et c'est là que le mouvement autonome des femmes prend tout son sens : dans sa capacité à impulser des changements en profondeur dans les relations entre individus, dans les attitudes traditionnelles. Ce qui implique en retour qu'il soit ouvert à toutes les tendances, qu'il ne définisse pas son action en fonction du programme déterminé d'une organisation politique au risque de perdre sa force, son ampleur, et son efficacité. En ce sens, nous nous démarquons de tous les courants centristes ou maoïstes qui prétendent construire le mouvement de femme, en impulsant des groupes dont le contrôle reste de fait aux mains des directions de leurs organisations respectives (99).

L'importance de l'autonomie du mouvement de femmes, c'est l'histoire même du mouvement ouvrier de ces cinquante dernières années qui nous l'a enseignée. Pour des raisons avant tout objectives, les bolcheviks n'avaient pas pu dépasser un certain stade dans l'actualisation de la pensée marxiste, dans leur analyse relative à la question de l'oppression spécifique des femmes. Les marxistes-révolutionnaires, eux — et elles ! —, ont tiré les leçons de ce qui s'est passé depuis lors...

Jacqueline Heinen

(98) *Socialist Women*, été 1977, l'article « Capitalism, politics and personal life » de John Ross.

(99) (Nous pensons entre autres à la Spartacist League aux USA, au Kommunistisches Bunds en Allemagne et à d'autres groupes en Espagne (PT, ORT) ou en Suisse (Drapeau rouge), etc.